

dajaloo

ensemble avec les paysans

n° 47 décembre 2015

BIMESTRIEL - ne paraît pas
en août et novembre



Rue aux Laines, 4
1000 Bruxelles
n° d'agrément : P601176

AGRICULTURE URBAINE, quand la ville devient terroir...

- pp. 4-5 : **Agriculture urbaine : de quoi parle-t-on ?**
- pp. 6-7 : **L'agriculture urbaine : symptôme ou palliatif des crises ?**
- pp. 8-9 : **RDCongo : une agriculture urbaine vitale mais non reconnue**
- p. 10 : **Le Début des Haricots, une démarche citoyenne soutenue par l'État**
- p. 11 : **Agriculture urbaine : ni substitut, ni utopie**



[édito]

Agriculture urbaine : on vous dit (presque) tout dans ce numéro !

> Pour celles et ceux qui ne reçoivent pas encore Dajaloo...

Vous souhaitez garder le contact avec SOS Faim ? Abonnez-vous en vous adressant à cra@sosfaim.org, ou à SOS Faim – Dajaloo, rue aux Laines 4, 1000 Bruxelles.

Ed. resp. : Olivier Hauglustaine
SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02/548 04 70
F 02/514 47 77
cra@sosfaim.org
www.sosfaim.org

CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1

Réalisé avec le soutien de la DGD



Comité éditorial :

Clémentine Rasquin,
Sophie Duponcheel,
Anne-Laure Brocorens,
Joana Hostein,
Charlotte van Doosselaere,
Jasmine Ingabire, Marie Le Boniec.

Comité de lecture :

Annabel Maisin,
Nevena Nikolova.

Crédits photos :

Montréal métropole durable (p.1, 2),
En Passant Photography (p.3),
Kelloggsgarden.com (p.6),
Paola Bona (p.7),
Anton Ivanov (p.8),
SOS Faim (p.9),
Charlotte van Doosselaere (p.10),
Xavier Remonin (p.11),
Stephen Vincke / Blogsquetta (p.12)

Jardins partagés, potagers sur les toits, fermes pédagogiques... L'agriculture urbaine est plurielle. C'est aussi vrai pour les fonctions qu'elle joue.

Découvrez-en plus dans l'article d'Anne-Laure sur le concept d'agriculture urbaine et ses différentes fonctions mais aussi ses chiffres clés en infographie (p.4-5).

Les crises semblent être propices au développement de cette forme d'agriculture. Joana revient sur des initiatives portées en temps de crise au Royaume-Uni, à Cuba ou encore à Lisbonne (p.6-7).

Du côté de nos partenaires Sud, les projets d'agriculture urbaine sont encore peu formalisés et reconnus. Jasmine partage avec nous la réalité et les enjeux de la République Démocratique du Congo suite à la rencontre avec un représentant du CENADEP (p.8-9).

Et en Belgique, l'herbe est-elle plus verte ?

À Bruxelles, Charlotte a rencontré « **Le Début des Haricots** », un projet citoyen qui est devenu une asbl reconnue et financée par la Région bruxelloise (p.10) tandis que Marie fait le jour sur le **projet PermaFungi** qui produit des champignons et de l'engrais à partir de marc de café (p.12).

L'agriculture urbaine est donc une manière intéressante et autre de cultiver. Une voie qui ne permettra bien sûr pas d'atteindre l'autosuffisance alimentaire des grandes villes mais qui s'avère tout à fait pertinent pour certains types de cultures.

Alors, n'attendons plus pour investir les espaces libres et y faire pousser les choux à la mode de chez nous. Plus ces initiatives seront nombreuses, plus elles auront de poids pour rappeler aux décideurs l'importance de soutenir ce genre de projets ou, tout du moins, de les intégrer et les rendre cohérents avec d'autres politiques comme l'aménagement du territoire et l'urbanisme. C'est à ce prix que les projets d'agriculture urbaine pourront enfin être pérennes et déployer ainsi les nombreux avantages et bénéfiques qu'ils représentent pour la société dans son ensemble.

> **Clémentine Rasquin**

Human Chain for Climate :

« le climat n'attend pas, Paris on est là »



Initialement, la Belgique voulait manifester massivement à Paris, 10 000 personnes étaient attendues dont une quarantaine de participants représentant les couleurs et les valeurs de SOS Faim. Seulement, la marche pour le climat a été annulée suite aux évènements tragiques de Paris.

Face à cette situation, le mouvement citoyen Climate Express ne se laisse pas baïllonner. Il met tout en œuvre pour que la mobilisation ait lieu à Ostende. Finalement, celle-ci a également été annulée faute d'effectifs des forces de l'ordre pour assurer la sécurité des participants. Suite à ces deux annulations, Climate Express et tous les participants ne se laissent pas abattre : quelque 4.000 personnes ont formé une chaîne humaine dimanche après-midi (29/11) à Bruxelles, depuis la Bourse jusqu'au Palais de Justice. Climate Express est à l'initiative de cet élan à quelques heures de la conférence internationale pour le climat à Paris (COP21). En effet, dès lundi, 195 chefs d'États et leurs représentants se réuniront à Paris pour négocier des mesures capables de contenir le réchauffement climatique sous la barre des deux degrés. Ne perdons plus une seconde : « *le climat n'attend pas, Paris on est là* », voilà le message proclamé dans les rues de Bruxelles par les

quelque 4.000 citoyens et citoyennes de cette belle chaîne humaine.

40 bénévoles et permanents SOS Faim ont répondu présents à l'appel du Climate Express pour compter parmi les maillons de la chaîne. « *There is no planet B* », « *SOS Climat, SOS Paysans, SOS Faim* », « *Planet Before Profit* », « *Appuyez sur le champignon, le climat n'attend pas* », « *Changeons d'ère* », « *Justice climatique* », etc. sont autant de messages que nous avons brandis durant cette mobilisation. Mobilisation qui fait chaud au cœur, on a rarement vu autant d'engouement dans les rues de Bruxelles un dimanche gris et pluvieux ! C'était une chaîne festive, conviviale et solidaire.

Merci à tous pour cette mobilisation et cet engagement !

> **Sophie Duponcheel**, bénévole

↑ 40 bénévoles et permanents SOS Faim ont répondu présents à l'appel du Climate Express pour faire partie de la chaîne.

Agriculture urbaine : de quoi parle-t-on ?

Bien que l'agriculture renvoie à l'image de la campagne, celle-ci s'est fortement développée à la périphérie et même au cœur des villes de sorte qu'on parle aujourd'hui d'agriculture urbaine. Le rapide développement des zones urbaines pose d'importants défis quant à la gestion et à l'approvisionnement des villes pour répondre aux besoins alimentaires des citoyens.

L'agriculture urbaine (AU) est un concept aux contours variables en fonction des espaces, des pratiques et du contexte dans lequel l'activité est pratiquée. Elle se décline en agriculture périurbaine, intra-urbaine, agriculture de périphérie... On la pratique pour le plaisir, pour se nourrir, pour apprendre... L'AU va au-delà du simple jardinage et élevage de petits animaux, elle fait partie intégrante du système économique, social et écologique de la ville.

Une agriculture multifonctionnelle

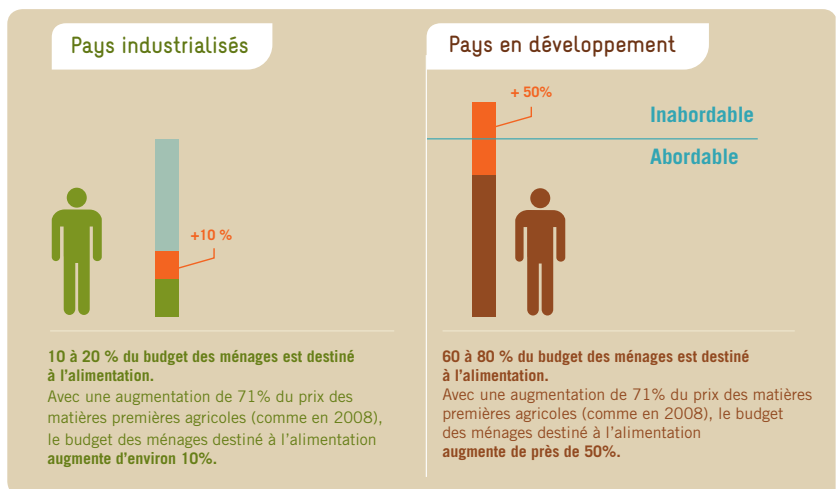
L'AU répond à plusieurs nécessités : sécuriser son alimentation, développer une activité économique, tisser du lien social,

mieux préserver sa santé en se réappropriant une partie de son alimentation, répondre aux défis écologiques, etc.

> AU et sécurité alimentaire

En villes, l'approvisionnement alimentaire passe par l'achat, ce qui rend le consommateur dépendant des prix du marché. Dans les pays du Sud, les ménages consacrent entre 60 et 80% de leurs revenus à l'alimentation. Cela les rend vulnérables face aux fluctuations des prix des produits alimentaires. L'AU peut ainsi jouer un rôle crucial en matière de sécurité alimentaire, notamment via un accès direct et indépendant des marchés

→ Dans les pays du Sud, les ménages consacrent entre 60 et 80% de leurs revenus à l'alimentation. Cela les rend vulnérables face aux fluctuations des prix des produits alimentaires.



à l'alimentation. L'AU concerne essentiellement des produits frais (fruits et légumes) destinés à l'autoconsommation. Ceux-ci constituent un apport nutritif qui améliore le régime alimentaire des citadins. En outre, grâce à la limitation des intermédiaires et transports, ces produits bénéficient d'une réelle traçabilité.

> Effets économiques

Sur le plan économique, l'AU peut être un atout non négligeable pour les citadins.

Pour le producteur, l'AU constitue une source de revenus via la vente de produits à l'échelle locale. Par ailleurs, l'autoconsommation constitue indirectement une épargne et donc des revenus disponibles pour satisfaire d'autres besoins.

Pour le consommateur : en limitant le nombre d'intermédiaires, les produits de l'AU peuvent être achetés à des prix accessibles.

Qui plus est, l'AU crée de l'emploi, ce qui constitue un défi majeur pour les zones urbaines.

> AU et environnement

D'un point de vue écologique et environnemental, l'AU contribue à la préservation de la biodiversité mais aussi à la qualité paysagère en offrant plus d'espaces verts. L'AU peut aussi être un bon moyen de valoriser les déchets organiques ménagers via le compostage et de les utiliser comme engrais vert. Les jardins potagers

urbains deviennent aussi un refuge pour les pollinisateurs comme les abeilles, victimes des pesticides largement répandus dans les champs agricoles.

> Un rôle social important

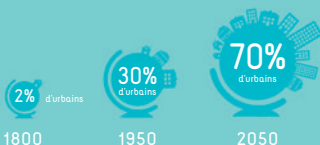
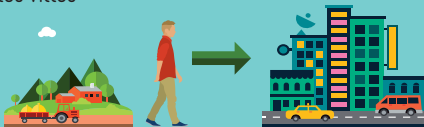
Finalement, l'AU remplit également une fonction sociale importante. Prenons par exemple les jardins communautaires. Ceux-ci sont des lieux d'intégration sociale et de responsabilisation qui renforcent les capacités d'action de chacun et l'expression d'une citoyenneté active. L'AU est aussi pour certains une manière de se réapproprier l'espace urbain ou de revendiquer un meilleur environnement urbain et une éducation à l'alimentation. Les espaces de l'AU permettent aussi de préserver et transmettre les savoir-faire agricoles.

AU vs AR ?

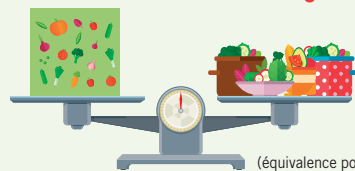
Quels rapports entretiennent l'AU et l'AR ? Elles ne sont certainement pas opposées mais, bien au contraire, complémentaires. Si l'AU apparaît particulièrement importante pour les produits maraîchers périssables (fruits et légumes frais), elle n'entend pas répondre à l'ensemble des besoins alimentaires. La complémentarité entre l'AU et l'AR se marque, notamment, par le fait qu'elles contribuent conjointement au système alimentaire urbain.

> Anne-Laure Brocorens, bénévole

Chaque jour, **60.000** personnes quittent les campagnes pour les villes



1m² = 20 kg



(équivalence pour une année / FAO)



L'agriculture urbaine représente entre **1/4** et **1/3** des produits agricoles consommés mondialement

(chiffres 2005 - PNUD)

Surfaces potentiellement cultivables dans la ville de Bruxelles : **1300 hectares**
ce qui représente plusieurs milliers d'emplois à temps plein.

(Source Etude IBGE 2012 : « Système d'alimentation durable »)



L'agriculture urbaine : symptôme ou palliatif des crises ?

Déjà pendant la Première et la Seconde Guerres mondiales, l'agriculture urbaine s'est avérée une solution pour lutter contre la faim. Aujourd'hui encore, dans une Europe en crise, les jardins communautaires en ville s'imposent comme un refuge face à une dégradation des conditions de vie.

Les Jardins de la Victoire

Entre 1914 et 1918, les approvisionnements alimentaires du Royaume-Uni sont frappés par la guerre et la fermeture des routes maritimes. Le gouvernement britannique lance alors une campagne « Every Man a Gardener » (chaque homme, un jardinier) pour promouvoir la transformation de terrains inoccupés en jardin communautaire. Objectif : lutter contre la pénurie alimentaire.



Pendant la Seconde Guerre mondiale, des « Jardins de la Victoire » fleurissent à nouveau au Royaume-Uni et aux États-Unis, là

encore pour diminuer la pression provoquée par l'effort de guerre sur l'approvisionnement alimentaire public. La Première Dame de l'époque, Eleanor Roosevelt, donne l'exemple et décide de cultiver ses légumes sur le domaine de la Maison Blanche. Les Américains ont produit par ce biais plus de 40% de leur consommation en légumes.

En temps de guerre, ces potagers urbains permettent à beaucoup de subvenir à une partie de leurs besoins alimentaires. Et le constat est le même durant les périodes de crise socioéconomique. On l'a vu, lors de la Grande Dépression, dans les années 1930. Aux États-Unis, des jardins de subsistance émergent à nouveau. Ils ont une double fonction : donner un revenu d'appoint à ceux qui les cultivent, ils sont aussi conçus comme un remède à l'inactivité.

Cuba : le bio par défaut

Pour faire face à la chute du bloc soviétique qui prive l'île de nombreuses denrées et intrants, le gouvernement se tourne vers une agriculture plus durable : l'agroécologie. Les autorités mettent à disposition des centaines de terrains vagues pour inciter la population à cultiver en zone urbaine. Jardins communautaires, coopératives, fermes urbaines, centres de production de matière organique, maisons de semences sont ainsi créés. En parallèle, l'État met à disposition des coopératives de crédit, de

l'appui technique et des formations sur les méthodes de production agroécologiques. Vingt ans après le plan d'autosuffisance alimentaire lancé par Raúl Castro, l'agriculture urbaine fournit 60% de l'alimentation de La Havane.

Antidote à la désindustrialisation

Autre crise, celle de la désindustrialisation dans de grandes villes américaines. Les profondes restructurations qui touchent les géants de l'industrie automobile (Ford, Chrysler et General Motors) frappent Détroit dans le Michigan de plein fouet dans les années 60. Les logements abandonnés et les friches industrielles sont une aubaine pour développer l'agriculture urbaine. Les résidents obtiennent un permis pour cultiver un lopin de terre. Aujourd'hui, 50 ans plus tard, quelque 16 000 personnes s'investissent dans près de 1300 jardins.

Selon une étude publiée en 2010¹, la demande de parcelles destinées à l'agriculture urbaine au Royaume-Uni est plus importante actuellement que pendant la Seconde guerre mondiale, avec des listes d'attente qui s'allongent. Et le phénomène ne se limite pas aux Britanniques.

Et avec la crise économique et financière...

À Lisbonne, le chômage a été multiplié par quatre entre 2005 et 2013, l'agriculture urbaine y occupe une fonction économique et sociale importante. Pour lutter contre le chômage et l'exclusion sociale, la municipalité promeut la mise en place de potagers et jardins urbains. Des parcelles sont aussi distribuées en priorité aux chômeurs pour leur assurer un revenu et une façon de s'alimenter plus sainement.

À Séville, en Espagne, la ville a voulu revaloriser les terrains laissés à l'abandon.



Jusqu'à l'arrivée de la droite au pouvoir en 2011, elle a subventionné les potagers collectifs. D'après Jeanne Pourias², l'objectif à Séville n'est pas tant de produire des fruits et légumes et de gagner de l'argent que de tisser du lien social et d'expérimenter de nouveaux modèles organisationnels quand les autorités publiques font défaut.

Reste à savoir si l'agriculture urbaine est un symptôme ou un palliatif des crises. L'espoir serait qu'elle devienne à terme un vrai changement sociétal car, de tout temps, l'agriculture urbaine est nécessaire.

> Joana Hostein, bénévole

↑ Depuis 2008, les jardins communautaires émergent dans les pays du sud de l'Europe, les plus durement touchés par la crise financière.

- 1 Etude 2010 de Campbell and Campbell
- 2 Jeanne Pourias, Urban allotment gardens in the city in crisis. Insights from Sevilla (L'attribution de jardins urbains dans les villes en crise. Exemple avec Séville), juin 2015



RD Congo : une agriculture urbaine vitale mais non reconnue

Depuis une quinzaine d'années, l'agriculture urbaine (AU) connaît une expansion impressionnante en République Démocratique du Congo (RDC). Différents éléments sont à l'origine de ce développement. Nous avons rencontré Justin Kangwenyene, directeur financier du CENADEP (Centre d'Appui au Développement et à la Participation Populaire), partenaire de SOS Faim, pour faire la lumière sur l'état général de ce secteur.

Parmi les raisons de l'essor de l'agriculture urbaine en RDC, on peut compter la croissance continue de la population urbaine, résultat d'un exode rural toujours en marche. Que ce soit en quête d'une meilleure situation sociale et économique ou de plus de sécurité suite aux crises successives qui frappent l'est du pays, l'exode rural est devenu un enjeu pour les villes congolaises. La demande en approvisionnement alimentaire ne cesse de croître, de même que le taux de chômage et de pauvreté.

L'agriculture urbaine comme moyen de résilience pour des populations précarisées

L'AU s'est donc présentée comme une solution alternative à ces défis. Elle met à profit un savoir-faire agricole, dont les ruraux sont les porteurs. Elle consiste principalement en une production maraichère mais aussi, dans une moindre mesure, à l'élevage de petit bétail et à la pêche. L'AU donne un accès direct aux aliments et constitue une source de revenus, souvent non négligeable, pour les personnes précarisées (principalement les jeunes et les femmes). De plus, elle présente l'avantage d'une proximité entre producteurs et consommateurs et pallie au manque

d'infrastructures de qualité qui rend souvent difficile l'acheminement des denrées alimentaires vers les villes.



Une alternative efficace mais qui fait face à des obstacles majeurs

L'AU est très populaire auprès des consommateurs des villes congolaises. La FAO³ la considère même comme une des clés de la sécurité alimentaire des villes. Elle soutient depuis 2000 différents projets d'AU dans cinq grandes villes de la RDC : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Mbanza-Ngungu et Likasi. Malheureusement, d'autres paramètres freinent son développement.

→ L'agriculture urbaine présente l'avantage d'une proximité entre producteurs et consommateurs et pallie le manque d'infrastructures de qualité qui rend souvent difficile l'acheminement des denrées alimentaires vers les villes.

³ La FAO est l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture.



← Le cas de Kinshasa illustre bien que cette agriculture demeure une solution palliative aux contraintes sociales de survie (absence de salaire rémunérateur et manque d'emplois durables).

Le principal frein est sans doute, comme dans de nombreux pays en développement, le manque de reconnaissance des autorités publiques. L'absence d'un soutien institutionnel approprié à l'AU contribue à la maintenir comme une activité informelle en marge de l'économie. Ce manque de reconnaissance entraîne une série de spoliations face auxquelles les agriculteurs urbains sont démunis. Par exemple, il peut arriver que des terrains utilisés pour l'AU soient réquisitionnés par l'État pour des raisons d'utilité publique, sans que les producteurs ne puissent être dédommagés. Aussi, les producteurs ne reçoivent aucune aide de l'État en termes d'espaces d'exploitation, d'approvisionnement en eau, d'appui technique (outils, semences, irrigation...) ou d'accès au marché. Pour ces raisons, leurs coûts de production restent assez élevés. En conséquence, l'AU souffre de la compétition féroce des produits importés, en particulier dans le secteur de l'élevage et de la pêche.

Booster l'agriculture urbaine, un projet à portée de main

Pour donner un aperçu du potentiel que constitue l'AU, l'organisation de microfinance FINCA a constaté en 2011 un taux

de remboursement des crédits aux agriculteurs urbains proche de 100%. Cela s'explique par un dégagement de bénéfices allant de 200 à 300% ! C'est donc une activité lucrative, qui a même aidé à financer les études de certains jeunes.

Il existe de nombreux réseaux qui travaillent en soutien à l'AU. Les résultats de leurs efforts sont visibles. Ils travaillent notamment sur les questions de plaidoyer (pour une meilleure protection juridique), d'approvisionnement des agriculteurs, de commercialisation des produits et de sensibilisation à une consommation locale. À Kinshasa par exemple, ces réseaux sont fédérés depuis avril 2015 au sein du RO-PAFKI (Réseau des organisations de producteurs agricoles familiaux de Kinshasa) pour faciliter une meilleure coordination de leurs programmes. Mais leur marge de manœuvre reste encore limitée et elles ont besoin de la reconnaissance et du soutien des autorités pour véritablement faire de cette activité de survie un domaine professionnel viable sur le long terme.

> **Jasmine Ingabire**, bénévole

Le Début des Haricots, une démarche citoyenne soutenue par l'État

Face aux enjeux environnementaux et sociétaux liés à l'alimentation, les citoyens cherchent des alternatives. C'est ainsi qu'en 2005, de jeunes agronomes passionnés d'agroécologie ont mis sur pied une asbl qui soutient une agriculture respectueuse de l'environnement et des paysans : le Début des Haricots.



↑ Aline Dehasse, chargée de projet et animatrice des jardins collectifs répond à nos questions.

Depuis quelques années, cette initiative citoyenne est soutenue par l'IBGE (Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement). Interview d'Aline Dehasse, chargée de projet et animatrice des jardins collectifs de l'asbl.

En quoi les objectifs de l'asbl s'inscrivent-ils dans un projet public ?

Notre objectif est de soutenir un modèle d'agriculture paysanne durable et de sensibiliser les Bruxellois à consommer des produits locaux respectueux de l'environnement.

Nos projets sont réalisés par des bénévoles et ont un rôle pédagogique. Par exemple, le « Jardin des couleurs » est un projet qui sensibilise les enfants à l'agriculture biologique via la mise en place d'un potager. Nous sommes également à l'origine des premiers jardins collectifs de Bruxelles. Ces potagers sont gérés entièrement par les habitants et jouent un rôle social en créant du lien entre les habitants d'un même quartier.

Les objectifs sociaux et environnementaux inhérents à nos actions nous ont permis de bénéficier d'un soutien financier de l'IBGE.

Ce soutien institutionnel vous a-t-il influencé dans vos pratiques ?

Il nous a aidé à rendre certains projets autonomes financièrement comme les GASAP par exemple (Groupements d'achat solidaire de l'agriculture paysanne) mais aussi d'en développer de nouveaux.

Il nous a surtout permis d'augmenter notre visibilité et de nous développer sur le long terme, notamment via la mise à disposition de terrains.

> **Charlotte van Doosselaere**, stagiaire

Agriculture urbaine : ni substitut, ni utopie

Que recouvre le terme agriculture urbaine ? Qu'en disent les acteurs et praticiens ? Deux questions qui ont trouvé écho dans « Nourrir les villes. Un enjeu pour demain » et « Remuer la terre, c'est remuer les consciences », deux films issus de la sélection du Festival AlimenTERRE.

Il existe une kyrielle de réalités derrière le terme d'agriculture urbaine : jardin individuel, potager collectif, cultures sur les toits, espaces publics aménagés,... Cette diversité se reflète aussi dans les motivations de pratiquer l'agriculture urbaine : plaisir, contact social, se nourrir soi-même et pas cher, bénéficier d'un revenu complémentaire et alternatif, se réapproprier l'espace urbain, etc. Quelque soit la forme et la motivation, l'agriculture urbaine est une pratique ancienne qui bénéficie aujourd'hui d'un regain d'intérêt.

Ville comestible et auto-suffisante ?

Chaque jour, 60.000 personnes quittent les campagnes pour les villes. D'ici 2050, nous seront 9 milliards d'habitants et 70% d'entre-nous vivront en ville. Nourrir les villes représente donc un enjeu capital. Dans un contexte où il y a de plus en plus de bouches à nourrir et de moins en moins d'agriculteurs, il faut miser sur toutes les agricultures. Sur ce point, les avis sont unanimes : la ville ne peut assurer 100% de son autonomie alimentaire. L'agriculture urbaine n'est pas un substitut.

Des jardins sur les toits en plein centre de Paris



En plein centre de Paris, des chercheurs d'AgroParisTech⁴ expérimentent depuis 2011 des jardins sur toits. Les résultats sont très encourageants : d'une part les niveaux de production sont équivalents à ceux du maraîchage professionnel au sol en plein air. D'autre part, les produits cultivés ont une teneur en polluants très faible. Pour Nicolas Bel en charge de ce projet : « C'est utopique de chercher à nourrir 100% de la ville avec le peu de surface disponible pour cultiver. Par contre, on peut avoir une production significative et intéressante pour les produits à consommer crus et frais comme les aromatiques ou les tomates. Les toits sont un espace formidable pour la biodiversité. Ces jardins potagers accueillent des oiseaux sauvages, des abeilles, des pollinisateurs ».

> **Clémentine Rasquin,**
Responsable Information et Education

↓ Les avis sont unanimes : la ville ne peut assurer 100% de son autonomie alimentaire. L'agriculture urbaine n'est pas un substitut.



Les deux films
« Nourrir les villes. Un enjeu pour demain »
et
« Remuer la terre, c'est remuer les consciences »
peuvent être visionnés gratuitement sur internet. Voir aussi
« L'agriculture urbaine. L'avenir est sur les toits. »

⁴ AgroParisTech : Institut des Sciences et Industries du vivant et de l'environnement



Du café aux spores, il n'y a qu'un pas : PermaFungi

**Un café = des spores? L'équation s'avère exacte!
C'est ce qui a poussé l'équipe de PermaFungi à monter
son projet de champignonnière urbaine à Bruxelles.
Le principe? Récupérer du marc de café et faire pousser
des champignons dessus!**

L'économie circulaire se base sur un constat: la terre n'est plus capable de générer des ressources ou d'absorber des déchets de façon illimitée. Le concept s'inspire du fonctionnement des écosystèmes naturels, dans lesquels rien ne se perd, rien ne se crée. En réutilisant et en relocalisant, on diminue les prélèvements et les déchets et on économise sur les flux de matière et d'énergie.

La spécificité de ce projet agricole urbain est de valoriser un produit en fin de vie : le marc de café. On y fait d'abord pousser des pleurotes, puis on s'en sert comme engrais. En faisant d'un déchet une matière première, PermaFungi, devenu une entreprise sociale, est un bon exemple d'économie circulaire.

L'entreprise s'est ainsi fixé pour objectifs de :

- **créer de l'emploi local,**
- **former du personnel peu qualifié,**
- **réduire au maximum le transport,**
- **sensibiliser aux alternatives en matière de production.**

Les activités sont centrées sur la production de champignons, qu'on peut trouver dans différents points de vente à Bruxelles. L'équipe développe aussi des kits pour ceux qui veulent voir pousser leurs pleurotes à la maison.

Enfin, les curieux pourront aller visiter la champignonnière, basée sur le site de Tour et Taxis.

WWW Toutes les infos sont en ligne sur www.permafungi.be.

> **Marie Le Boniec**, bénévole